

Le Parlement Écossais vote pour le boycott immédiat d'Israël

Description

Une proposition des Verts demandant à « aux gouvernements Écossais et britannique d'imposer immédiatement un ensemble de mesures de boycott, de désinvestissement et de sanctions visant Israël et les entreprises complices de ses opérations militaires et de son occupation de la [Palestine](#) » a été adoptée par 62 voix contre 31, avec 21 abstentions.

Par Steph Brawn, le 3 septembre 2025



L'amendement de Patrick Harvie visant à boycotter totalement Israël a été approuvé par les députés Écossais (Image : Scottish Parliament TV)

Une proposition des Verts demandant à « aux gouvernements Écossais et britannique d'imposer immédiatement un ensemble de mesures de boycott, de désinvestissement et de sanctions visant Israël et les entreprises complices de ses opérations militaires et de son occupation de la [Palestine](#) » a été adoptée par 62 voix contre 31, avec 21 abstentions.

Elle a ajouté une motion présentée par le secrétaire aux Affaires étrangères Angus Robertson, qui stipulait que « le Parlement approuve la reconnaissance de l'état de Palestine et estime que la paix dans la région doit être recherchée par tous ».

Les députés conservateurs et libéraux-démocrates ont voté contre le boycott, rejoints par les indépendants John Mason et Jeremy Balfour. Les députés [du Parti travailliste Écossais](#) se sont abstenus lors du vote.

Auparavant, le Premier ministre [John Swinney](#) avait [annoncé que l'armée cesserait de fournir des fonds publics aux entreprises qui arment Israël](#).

Saluant le soutien au boycott, au désinvestissement et aux sanctions, le député Écossais vert [Patrick Harvie](#) a déclaré : « J'espère que le vote d'aujourd'hui marque le début d'un nouveau consensus au sein de notre Parlement en faveur d'une action réelle, pratique et efficace contre le génocide perpétré par Israël ».

« Les Palestiniens sont affamés et massacrés chaque jour dans le cadre d'une campagne de punition collective et de nettoyage ethnique. Nous avons tous le devoir d'agir pour y mettre fin.

C'est un principe sur lequel nous devrions tous nous accorder. Si une entreprise tire profit de l'apartheid et du génocide des Palestiniens, elle ne devrait pas être autorisée à faire des

profits ici, en Écosse.

Il a fallu beaucoup de travail de la part des militants pour en arriver là, et j'espère que cela créera un précédent qui sera suivi par les gouvernements à travers l'Europe et au-delà. »

Harvie a ajouté que les campagnes de boycott ont joué un rôle important dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud.

« Nous continuerons à faire pression pour que le plus d'actions possibles soient menées en Écosse et nous travaillerons avec le [gouvernement écossais](#) pour y parvenir », a ajouté Harvie.

« Le rôle du [gouvernement britannique](#) a été tout fait honteux, mais nous pouvons et devons faire mieux. »

Avant le vote, Swinney a confirmé que le [gouvernement écossais n'accorderait aucun nouveau financement aux entreprises d'armement qui traitent avec Israël](#) ou tout autre pays « où il existe des preuves plausibles de génocide ». Cela aura aucune incidence sur les contrats conclus ou les programmes d'apprentissage soutenus par le gouvernement.

Il s'est également engagé à verser 400 000 livres sterling à l'organisation caritative [Kids Operating Room](#), qui crée des hôpitaux de campagne dans les régions où ils sont le plus nécessaires. Ces fonds serviront à créer un « [Gaza HOPES Field Readiness Hub](#) » (centre de préparation sur le terrain) en Écosse et à aider à construire un hôpital de campagne rapidement déployable pour Gaza.

Le gouvernement écossais fournira une aide médicale à 20 enfants blessés à Gaza afin qu'ils puissent être soignés en Écosse. Les premiers arrivants sont attendus avec leurs familles en septembre.

Il a en outre confirmé qu'une somme de 600 000 livres sterling serait versée au fonds du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA) pour la Palestine, qui fournira « des services de santé vitaux, une aide alimentaire et nutritionnelle, des abris d'urgence, de l'eau et des installations sanitaires, des services de protection, un soutien à l'éducation et de l'argent aux familles ».

Tout au long du débat au Parlement écossais, les membres du gouvernement écossais, y compris le Premier ministre, ont qualifié les actions d'Israël de génocide.

Dans un discours prononcé devant le Parlement, M. Robertson a déclaré que s'il appartenait aux tribunaux internationaux de juger si un génocide avait eu lieu en Palestine, le gouvernement écossais ne pouvait pas attendre ce jugement avant d'agir.

Il a déclaré : « L'histoire nous a enseigné cette dure leçon. Le dernier génocide en Europe a eu lieu à Srebrenica en 1995. Il a fallu attendre 2007 pour qu'il soit reconnu comme tel.

L'histoire jugera tous les décideurs sur la manière dont nous avons réagi aux faits que nous pouvons tous constater. Ne rien faire, tergiverser ou chercher à éviter les décisions difficiles n'est pas une option. »

Dans son discours au Parlement avant le débat, M. Swinney a déclaré que nous assistions à une catastrophe humanitaire d'une ampleur historique à Gaza, ajoutant : « Le monde ne peut pas attendre la décision finale du tribunal avant d'agir. Les signes sont clairs. L'alerte a été donnée ».

« Reconnaissez que nous assistons aux signes d'un génocide implique la responsabilité d'agir. Le peuple écossais n'en attend pas moins de nous », a déclaré M. Swinney.

La suspension de l'octroi de nouveaux fonds publics aux entreprises d'armement qui fournissent Israël concernera le gouvernement écossais lui-même, la Banque nationale d'investissement écossaise et les agences nationales pour les entreprises, a déclaré le Premier ministre.

M. Swinney a ajouté qu'il était temps pour le Royaume-Uni de se retirer de l'accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et Israël compte tenu du comportement d'Israël, et que le gouvernement britannique devrait suivre l'exemple de l'Irlande en interdisant les produits fabriqués en Cisjordanie occupée.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [The National](#)

date créée
2025/09/05